

Suisse(2025) Berne(22) énergie(39) Energies renouvelables(4) Votation(93) Laura drompt(45)

Le renouvelable remis en question?

MARDI 05 MARS 2013 [Laura Drompt](#)

[Postez un commentaire](#)

ÉNERGIE • Le 3 mars, Berne a refusé une initiative des Verts qui s'attaquait aux énergies fossiles. Certains y voient un camouflet contre la politique énergétique fédérale.

Les Bernois ne renonceront pas au mazout et au gaz. Tel était, en substance, le message donné par la votation cantonale de ce dimanche. Les Verts bernois présentaient à cette occasion une initiative intitulée «Berne renouvelable», refusée par 65,3% des votants. Quant au contre-projet, il s'est vu opposer 51,4% de non. Les deux textes demandaient à ce que chauffage et eau chaude soient obtenus uniquement grâce au renouvelable à moyen terme.

Ce résultat est passé plutôt inaperçu, noyé par les sujets fédéraux. Il pose toutefois une question légitime, à savoir si le peuple souhaite réellement se tourner vers les énergies vertes. Le Conseil fédéral, qui prône l'arrêt du nucléaire et une dépendance moindre aux énergies fossiles d'ici à 2050 saura-t-il convaincre les Suisses?

«Le vote bernois reflète les doutes de la population sur les bénéfices du renouvelable», analyse le parlementaire UDC Guy Parmelin. «Le Conseil fédéral devrait le prendre comme un signal d'alarme. Signal qui s'ajoute au double non de Neuchâtel concernant la modification de la loi sur l'environnement, et le non de Fribourg sur la suppression des chauffages électriques.»

Pour le député de droite, il faudrait donc mettre la pédale douce sur les énergies renouvelables, même s'il se dit favorable à certains changements. Mais il ne veut pas d'installations «qui se font au détriment de la campagne, pour le confort des citadins». Et de proposer que les Genevois, par exemple, installent des éoliennes dans le Léman plutôt que sur les crêtes du Jura. L'opposition entre ville et campagne, précisément, a été pour beaucoup dans l'échec de la votation – acceptée dans l'agglomération bernoise mais pas au-delà. Isabelle Chevalley, conseillère nationale vert-libérale et présidente de l'association Suisse Eole, dit ne pas comprendre pourquoi «les campagnes, qui ont tout à gagner en vendant l'énergie produite sur leurs sols» n'adhèrent pas au renouvelable.

La conseillère nationale estime que le résultat est en grande partie dû à un manque d'information et peut-être à une initiative un peu trop exigeante, mais pas à une défiance face au renouvelable. En tous les cas, elle n'y voit pas une raison pour réviser la stratégie du gouvernement sur la sortie du nucléaire.

Face à cette question, le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) se retranche derrière la déclaration de Doris Leuthard suite à la votation de dimanche. A savoir que la Confédération reste convaincue d'avoir là une politique incontestable, pour laquelle aucune adaptation n'est nécessaire. «Au contraire, conclut Isabelle Chevalley, il faudrait forcer un peu la main des cantons. Dans ce dossier, tout le monde dit «oui mais pas chez moi». Sans faire dans le déni de démocratie, il est désormais temps pour la Suisse d'assouplir les procédures (pour faciliter les installations solaires et éoliennes, ndlr), qui sont extrêmement strictes, et exiger un cadre légal plus favorable aux économies d'énergie. Les gens veulent moins dépendre des énergies fossiles, il leur faudra faire des concessions.» |